



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 2 juillet 2025

**prescrivant le renforcement de la surveillance environnementale et la réalisation d'une
interprétation de l'état des milieux au SIVOM Mulhouse Sud ALSACE pour l'exploitation de
son installation d'incinération de déchets à Sausheim (68390)**

Le préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'environnement et notamment l'article L. 512-20,
- VU le Code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 121-1,
- VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU l'arrêté du 11 avril 2023 portant prescriptions complémentaires au SIVOM de l'agglomération Mulhousienne pour la surveillance environnementale de son usine d'incinération située à Sausheim (68),
- VU le contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 20 mai 2025,
- VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, associé à la visite susvisée,
- VU le courriel du 25 juin 2025 relatif à la consultation du SIVOM Mulhouse Sud Alsace sur le projet d'arrêté,
- VU le courriel du 27 juin 2025 du SIVOM Mulhouse Sud Alsace,

VU le guide de l'INERIS de septembre 2021 « Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires – démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées »,

Considérant que les résultats de la surveillance en semi-continu des installations exploitées par le SIVOM Mulhouse Sud ALSACE mettent en évidence le dépassement des valeurs limites d'émissions (VLE) en dioxines – furannes (PCDD/PCDF) depuis mai 2024 sur les deux lignes ; que de nombreuses valeurs supérieures à la valeur limite d'émission ont été observées sur la ligne 2 ces dernières années ; que les dépassements présentent un caractère répété dans le temps (ex non exhaustif par rapport aux limites applicables aux dates concernées : ligne 1 : octobre, novembre, décembre 2020, mars 2021 ; ligne 2 : juin, décembre 2020, janvier, février, mars et avril 2021),

Considérant que ces substances sont susceptibles de constituer un danger pour les intérêts protégés mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

Considérant que les polychlorobiphényles de type dioxine (PCB- DL) portent ce nom car ils ont le même impact sanitaire que les dioxines – furannes (PCDD/PCDF),

Considérant qu'une surveillance environnementale est prescrite par arrêté du 11 avril 2023 susvisé ; que compte tenu de ces dépassements, il y a lieu de renforcer les fréquences de mesure afin d'évaluer l'incidence des rejets de l'installation sur l'environnement,

Considérant qu'une Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM) permet de caractériser l'état actuel des milieux, de déterminer si les émissions de l'installation sont susceptibles de contribuer à une dégradation des milieux et d'évaluer la compatibilité des milieux avec les usages,

Considérant qu'une IEM permet d'évaluer l'incidence des dépassements des valeurs limites d'émission pour le paramètre PCDD/PCDF,

Considérant que le guide de l'INERIS susvisé précise la méthodologie de référence à mettre en œuvre dans le cadre de la réalisation de l'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires,

Considérant que l'article L. 512-20 du Code de l'environnement permet, « *En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en oeuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.* »,

Considérant que la situation impose que ces mesures soient prescrites et réalisées à une échéance rapprochée et qu'en conséquence il n'est pas possible de recueillir préalablement l'avis de la commission départementale compétente,

Après communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : identification

le SIVOM Mulhouse Sud Alsace, dont le siège social est situé 25 avenue du président KENNEDY à Mulhouse (68808), est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations situées route de Chalampé à Sausheim (68390).

Article 2 : surveillance environnementale

à minima pour les dioxines – furannes (PCDD/PCDF) et les polychlorobiphényles de type dioxine (PCB-DL et Indicateur), la surveillance environnementale prévue à l'article 2 de l'arrêté du 11 avril 2023 susvisé est renforcée dans les conditions suivantes :

1. Mesures des retombées par la méthode des jauges de dépôt :

- les mesures sont réalisées, à une fréquence trimestrielle jusqu'à ce qu'il soit constaté le respect des valeurs limites d'émission en dioxines – furannes précisées au 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté du 12 janvier 2021 susvisé dans le cadre de l'échantillonnage à long terme sur trois mois consécutifs ;
- la surveillance comporte a minima des mesures réalisées au niveau des points représentatifs de l'exposition maximale en considérant les principales orientations des vents, et d'un point témoin.

Une fois par an, des mesures sont réalisées au niveau de l'ensemble des points identifiés dans le plan de surveillance établi en application de l'article 2 de l'arrêté du 11 avril 2023.

- Dans ce cadre, la localisation des points de mesure se conforme au plan de surveillance établi en application de l'article 2 de l'arrêté du 11 avril 2023 .

Une fois par an, les mesures sont réalisées sur l'ensemble des polluants précisés à l'article 2 de l'arrêté du 11 avril 2023 susvisé.

2. Prélèvements de lichens :

- une campagne de prélèvements et d'analyse est réalisée à une période adaptée, avant fin 2025.

Dans ce cadre, une étude comparative des profils des congénères de dioxines – furannes (PCDD / PCDF) et des polychlorobiphényles de type dioxine (PCB-DL et Indicateur) est réalisée entre ceux recueillis dans les lichens, dans les jauges de dépôt et ceux émis par l'installation (sur la base des données recueillies sur les six derniers mois de surveillance en continu).

Article 3 : interprétation de l'état des milieux

dans un délai de huit mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser une étude d'interprétation de l'état des milieux, conformément à la démarche présentée dans le guide INERIS « Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires » de septembre 2021, afin d'évaluer l'incidence des émissions de l'installation sur son environnement et les usages existants.

Dans le cadre de cette étude, l'exploitant présente notamment :

1. un bilan des résultats des surveillances réalisées sur le paramètre dioxines – furannes (PCDD / PCDF) et les polychlorobiphényles de type dioxine (PCB-DL et Indicateur), dans le cadre des échantillonnages à court terme et à long terme, à partir de l'historique des données disponibles ;

2. une évaluation des enjeux et voies d'exposition. Les enjeux (description des populations et des usages) et voies d'exposition sont décrits, identifiés et justifiés (plan, schéma conceptuel, ...) ;
3. une interprétation de l'état des milieux sur la base des données de surveillance environnementale disponible, complétées par les éventuelles mesures / analyses nécessaires au regard des usages observés. Les résultats sont comparés à des valeurs de référence reconnues ;
4. Les indicateurs sanitaires quotient de danger (QD) et l'excès de risque individuel (ERI), calculés à partir des données de surveillance environnementale disponible, complétées par les éventuelles mesures / analyses nécessaires au regard des usages observés ;
5. l'étude conclut sur la compatibilité des milieux avec les usages et identifie les milieux d'exposition qui ne nécessitent aucune action particulière et, le cas échéant, ceux qui peuvent faire l'objet d'actions simples de gestion pour rétablir la compatibilité entre l'état des milieux et leurs usages constatés et ceux qui nécessitent la mise en œuvre d'un plan de gestion.

Article 4 :

faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5: délais et voie de recours (article R. 514-3-1 du Code de l'environnement)
la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles [L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 6 :

le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 2 juillet 2025

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD